

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Peter Fortna

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le rôle majeur du gouvernement consistera à continuer à gérer et à surveiller l'environnement. Je suis extrêmement préoccupé par le fait que les réductions récentes décrites dans le projet de loi 38 auront pour effet de réduire leur capacité à le faire. En outre, en raison de la suppression de fonds destinés à l'ACEE et à d'autres organisations semblables, j'ai bien peur que le gouvernement du Canada se place en position de contestation constitutionnelle avec les groupes autochtones qui, en fin de compte, contribuera à ralentir encore plus les projets. En plus des préoccupations exprimées ci-dessus, je m'inquiète du fait que les réductions subies par Archives Canada, Parcs Canada et d'autres organisations similaires mettent l'histoire de notre pays en péril. Ces organisations, plus particulièrement Parcs Canada, jouent un rôle prépondérant dans les collectivités rurales, et les réductions entraîneront des conséquences négatives considérables dans ces localités. De plus, avec ces réductions, on risque de perdre notre histoire à jamais.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Encore une fois, la première mesure que le gouvernement du Canada devrait prendre consiste à rétablir la réglementation environnementale pour garantir l'existence d'un programme de bonne réputation. En supprimant un programme de ce genre, on augmente le risque de contestations constitutionnelles qui auront pour effet de retarder des projets d'envergure pendant des années. Le gouvernement du Canada devrait également investir des sommes considérables dans des programmes d'agences comme Parcs Canada et Archives Canada, lesquels contribuent à produire des connaissances et à protéger les emplois des collectivités en milieu rural.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Investir des sommes importantes dans les universités pour s'assurer que les prochaines générations de Canadiens possèdent les compétences nécessaires pour tirer parti de l'économie qui s'internationalise. Les droits de scolarité devraient être gratuits et on devrait encourager l'octroi de bourses d'études en accroissant de façon considérable le financement destiné au CRSH et au CRSNG.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Accroître l'accès à l'éducation. Réduire les frais de scolarité si l'on n'est pas en mesure d'offrir la gratuité scolaire, et accroître le financement destiné aux organismes de recherches comme le CRSH et le CRSNG.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les groupes autochtones du Canada sont actuellement confrontés à certains des changements les plus importants au pays. L'Accord de Kelowna devrait être adopté et mis en œuvre par le gouvernement du Canada.